



**Aménagement du territoire**

**Constats principaux :**

- Déstructuration croissante du territoire breton et renforcement des déséquilibres : Est/Ouest, Armor/Argoat, Pôles urbains/villes moyennes et monde rural
- Polarisation politique et idéologique sur le renforcement des métropoles qui contredit l'identité urbaine polycentrique de la région
- Fragilisation croissante du tissu de villes petites et moyennes au regard de leurs variables socio-économiques alors qu'elles devraient constituer une chance pour un aménagement durable du territoire
- Déficit de cohérence et de stratégie régionale acceptée en matière d'aménagement du territoire qui profite au renforcement des pôles urbains.

**Pour contrer la marginalisation de la Basse Bretagne et certaines difficultés de petites villes, vous engagez-vous à un plan d'aménagement breton des territoires –par pays- et si oui de quelle manière ? Quelles seront les actions sociales emblématiques de votre prochaine mandature, notamment dans les lointains espaces périurbains ou sur les littoraux (problème notamment de l'exclusion des jeunes) ?**

**Réponse :**

**La marginalisation de nos territoires ruraux semble malheureusement une volonté forte des responsables politiques, médiatiques et associatifs nationaux et régionaux : ils rêvent de territoires désertés de toute présence humaine autochtone, sinon le maintien de quelques réserves « d'indiens » produisant la terre selon leurs bons désirs, c'est-à-dire comme cela se pratiquait en Europe avant la seconde guerre mondiale.**

**Personne ne conteste aujourd'hui le fait que le meilleur moyen de contrer cette marginalisation de certaines zones et le dépeuplement de nos petites villes reste la mise en valeur de l'espace rural et le maintien sur le territoire d'un maximum de professionnels attachés dans le sens affectif à cette terre. Le maillage du tissu rural breton, unique en France (il suffit de sortir de Rennes et de se rendre en Champagne Ardennes ou dans le Limousin pour s'en rendre compte) est la principale force qui permet aux territoires bretons de demeurer dynamiques, tant économiquement, socialement que d'un point de vue environnemental. Bien entendu, si nous participons au gouvernement régional, nous insisterons tout particulièrement pour la préparation et la réalisation d'un plan d'aménagement prenant en compte ce dynamisme des entreprises régionales et locales.**



**Mais nous gardons à l'esprit qu'aujourd'hui, contrairement aux principaux messages diffusés par les médias et élites dominants, le principal problème de la France est l'exclusion sociale. L'exclusion sociale des jeunes, des aînés, des sans domicile fixe, des sans emplois, entre autres. La Bretagne ne fait pas exception à la règle : un long travail de sape a peu à peu convaincu la population bretonne qu'elle vivait dans une région déshéritée, totalement polluée et peuplée d'individus sans intérêt. En dehors de la ville, point de salut ! Pour recréer ce lien social et cette solidarité qui sont devenus des valeurs honnies au profit de la défense de la planète et le culte de l'argent roi, nous veillerons tout particulièrement à préserver le tissu rural (Cf. ci-dessus), catalyserons une réflexion sur la politique de tarification des transports publics ruraux et urbains (gratuité pour tous les étudiants afin de modifier les comportements) et lancerons des initiatives d'échanges monde rural / monde urbain.**



## Environnement/Energie

### Constats principaux :

- Incapacité à résoudre les pollutions récurrentes.
- Très forte dépendance énergétique
- Mauvaise adéquation du droit français aux spécificités environnementales bretonnes. Décalage aux yeux de la population entre la responsabilité perçue pour la gestion des pollutions (région) et la responsabilité réelle (Etat)
- Exposition particulière de la région à certaines pollutions (émission CO<sub>2</sub>) du fait de sa position géographique et de son identité spatiale (dispersion de l'habitat)
- Risque de crise sociale et économique à la faveur d'une augmentation des prix de l'énergie
- Appauvrissement de la connaissance et de la relation avec les milieux

**La faiblesse énergétique est une opportunité pour développer les énergies renouvelables et les filières industrielles correspondantes sur notre territoire. Quels moyens comptez-vous mettre en œuvre pour que les projets de développement aboutissent?**

### **Réponse :**

**Nous le martelons dans l'indifférence générale depuis des années et les alertes à la rupture électrique en Bretagne cet hiver nous ont donné raison : soit la Bretagne prend en main son avenir énergétique, soit elle abandonne définitivement cette prérogative aux décisionnaires nationaux.**

**L'alternative est simple :**

- **soit la Bretagne accepte, contrainte et forcée par la politique de restriction d'ores et déjà engagée, la centrale nucléaire promise depuis les années 70 : étant données les pertes d'énergie lors du transport, l'approvisionnement énergétique de la Bretagne à partir de la nouvelle centrale EPR de Flamanville est un non sens et l'engagement renouvelé cette semaine du Président de la République et du Premier Ministre en faveur du nucléaire civil ne laisse aucun doute sur la nature de la centrale réservée aux Bretons;**
- **soit nous menons enfin une politique volontariste de valorisation énergétique des matières premières dont nous disposons à profusion au niveau régional et qui nous coûtent cher à détruire !**

**Bien que tout aussi convaincus que nos amis allemands de cette nécessaire évolution depuis plus de 10 ans, nous sommes au regret de constater que :**

- **le développement chez nous de ces nouvelles sources d'énergie ne se fait que de façon sporadique ;**
- **en Allemagne, plus de 4.000 installations ont été réalisées produisant plus de 1200 MW (équivalent d'une centrale), créant 10.000 emplois, et contribuant à une réduction des émissions de GES de 6 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ....**

**Nous nous engagerons prioritairement sur ce projet de développement notamment en :**

- **Contribuant à une modification de la politique de rachat**
- **Prévoyant un accompagnement et une facilitation de la mise en place des installations**
- **...**

**Concourir à une meilleure indépendance énergétique nous apparaît prioritaire pour les citoyens et l'économie bretonne,**



**Quels programmes proposez-vous pour faire face aux risques majeurs à venir : érosion des côtes, bétonnage du littoral, disparition des terres agricoles, désertification des pays ?...**

**Réponse :**

Ces risques présentés comme majeurs ne peuvent pas se régler à coup de grandes promesses de programmes révolutionnaires. La lutte contre l'érosion des côtes et le bétonnage du littoral ne se décrètent pas mais demandent un patient travail de concertation locale, que nous engagerons, confrontant notamment les exigences croissantes liées au développement touristique, le cadre réglementaire issu de la loi sur le littoral, l'évaluation des risques pour tenter de prévenir les risques d'une éventuelle Xynthia bis ...

Face à la pression urbanisante de nos sociétés d'aujourd'hui, force est de reconnaître que les prix des terres agricoles ne sont pas suffisamment élevés pour pouvoir lutter contre la disparition de ces dernières. Mise en place d'une taxation régionale spécifique pour toutes terres agricoles dédiées à la construction, instauration de code de bonne pratique auprès des autorités communales afin d'éviter que de vastes surfaces soient utilisées en parking... sont des pistes, parmi tant d'autres, que nous nous engageons à étudier.

**Nous agriculteurs, parfaitement conscient des enjeux alimentaires du monde de demain, NOUS SOUHAITONS UTILISER NOTRE MANDATURE POUR INVERSER LA TENDANCE ACTUELLE !**

**Comment allez-vous anticiper les difficultés liées aujourd'hui à l'omniprésence d'un transport terrien (plan pour l'essor du cabotage, du ferroutage ?)**

**Réponse :**

En raison de l'externalisation de la Bretagne, la région et ses acteurs se sont toujours mobilisés sur le sujet des liaisons :

Hier, la bataille a été menée sur le routier avec le résultat que l'on connaît : voie express non payante, désormais reliée aux grands axes autoroutiers nationaux.

Aujourd'hui, la bataille sur le ferroviaire est en passe d'être gagnée avec la Ligne à Grande vitesse à destination de Brest et Quimper.

Demain, la bataille que nous souhaitons mener porte, comme vous le suggérez, sur le ferroutage et le maritime. Contrairement à ce qui a été fait jusqu'à maintenant, nous nous engageons à accompagner et à aider les projets actuels menés par les organismes bretons quant à l'installation d'une gare de ferroutage le plus rapidement possible : c'est une priorité tant pour des raisons de désengorgement de notre réseau routier que pour des raisons environnementales !

Pour le maritime, nous souhaiterions utiliser et travailler avec notre porte drapeau sur le sujet, Brittany Ferries, pour étudier et échanger sur les possibilités de développement, d'adaptation....

Avant toute chose sur le sujet, la priorité donnée sous notre mandature consistera, cela relève des compétences de la région, à rendre l'entrée maritime de la Bretagne compétitive par rapport à se grands concurrents du Nord .

**Quelles sont vos clés d'engagement pour recréer une filière agri-énergétique et de réelles sociétés maritimes (pêche de proximité...) ?**

**Pour la filière agri-énergétique, cf. réponse 1 ci-dessus**

**Pour les sociétés maritimes, cf. réponse « Economie maritime » ci-dessous**



## Economie maritime

### Constat principaux :

- La mer se trouve à la croisée de nombreux enjeux environnementaux mais aussi économiques du XXIème siècle (climat, énergie, alimentation, transport, réparation des milieux, ressources, santé, etc.). Malgré une situation privilégiée, la Bretagne peine à valoriser son potentiel
- Elle semble paralysée par un système décisionnel complexe : la multiplication des acteurs et institutions favorise la non décision
- Elle est également aux prises avec de forts conflits d'intérêts entre promotion de l'économie résidentielle et développement d'une économie productive

**Que comptez-vous faire pour que la région ait des emplois autour d'une économie productive de la mer (aujourd'hui, très peu d'emplois ; 38 000 emplois industriels) ?**

**Qu'êtes-vous prêt à faire pour faire aboutir des projets soutenable liés à la mer, au-delà de la facilitation et la concertation ? Notamment en termes législatifs ?**

**Quelles mesures pourriez-vous prendre pour favoriser la formation des élus à la gestion terre-mer ?**

### **Réponse :**

**La protection de la ressource est un fait majeur que nous ne pouvons que partager avec les incidences que cela a eu sur le parc de bateaux. Mais effectivement derrière cette politique toute à fait légitime, il n'en demeure pas moins que la mise en œuvre se traduit par un traitement disproportionné entre la pêche de proximité ou artisanale et la pêche industrielle. Nous nous engageons à mener cette bataille, mais vous le savez très bien, elle ne relève des prérogatives ni de la Bretagne, ni de la France mais bel et bien de la Politique Commune de la Pêche européenne : c'est sur cette dimension que nous voulons nous faire entendre !**

**Parallèlement à la politique de gestion de la ressource, permettez-nous aussi d'affirmer que plutôt que de laisser faire le grand marché des pêcheries industrielles et/ou des élevages de plus en plus centralisés au travers de certaines régions du monde, nous engagerons un plan d'action et d'accompagnement sur le développement d'une aquaculture bretonne dynamique, de qualité et de proximité.**

**C'est une évolution quasi inéluctable auquel nous ne sommes pas préparés aujourd'hui !**



## Développement numérique

### Constats principaux :

- Insuffisante diffusion et faible appropriation des usages TIC auprès du tissu économique ou encore des collectivités bretonnes. Impact négatif sur l'image « TIC » de la région
- Faible visibilité des compétences TIC bretonnes à l'international malgré des réussites estimables
- Problème d'attractivité de la région, en partie liée à un manque de lisibilité et à une trop grande dispersion des acteurs, plus qu'à un problème de « masse critique »
- Des politiques plus orientées sur les technologies que sur leurs usages ou sur les contenus numériques, en dépit d'un réel potentiel régional

**Comptez-vous soutenir la candidature de l'Université de Rennes 1, en partenariat avec les autres universités bretonnes pour l'obtention d'un campus d'excellence dans le cadre du Grand Emprunt ? Si oui, comment pensez-vous promouvoir cette candidature et plus généralement pour promouvoir la Bretagne comme pôle d'excellence en matière de TIC?**

**Quelles initiatives envisagez-vous pour l'éducation et le développement des contenus et des usages TIC auprès des acteurs bretons (PME/PMI, Tourisme, Universités, Export, citoyens...)?**

**Quels sont les engagements que vous prenez pour que la Bretagne soit enfin « lisible » sur la toile et que l'on favorise une démocratie d'usage et de contenus ?**

### **Réponse :**

**Au-delà de l'obtention ou non à Rennes d'un campus d'excellence, la question qui est prioritaire pour nous est de savoir ce que deviennent nos jeunes diplômés ; l'excellence est là : 11 jeunes bretons sur 12 sont diplômés, record de France ! Mais combien s'expatrient à l'issue de leurs études ? Pourquoi former nos jeunes si nos entreprises, PME et PMI ne peuvent pas profiter de ces compétences ? Est-ce si déshonorant de rester en Bretagne pour y travailler ? Ou bien l'avenir de la recherche et des emplois en matière de TIC est-il définitivement ailleurs ?**

**On a malheureusement constaté que l'économie numérique a été un terrible miroir aux alouettes pour la région, dans lequel se sont fourvoyés tous nos responsables politiques et décideurs économiques. On nous avait promis que les emplois issus de l'informatique et des nouvelles technologies allaient rendre un visage moderne à la Bretagne et lui permettre de laisser tomber les milliers d'emplois « ringards » de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, symboles passésistes de la région. Maintenant que la bulle informatique a explosé, il est temps de revenir sur terre et d'employer à bon escient les formidables avancées que permettent les outils issus des nouvelles technologies.**

**Nous sommes fermement convaincus que la préservation du tissu rural et social de la Bretagne passe par la lutte contre la fracture numérique, qui ne fait que contribuer à alimenter la fracture sociale (Cf. Aménagement du territoire).**

**Soyons pragmatique, pour que la Bretagne puisse un jour devenir la Silicon Valley française, voire européenne reconnue, il faut certes tenter de contribuer à faire reconnaître nos universités comme pôle d'excellence dans le cadre du grand emprunt mais surtout et de façon complémentaire concourir à créer un lien étroit entre le savoir, la connaissance et les compétences de nos universités et la réalité de nos activités que représentent le besoin et les envies de nos entrepreneurs. C'est dans cette dynamique de synergie gagnant/gagnant que l'excellence et la compétence se feront reconnaître !**



## Gouvernance et développement économique

### Constats principaux :

- Absence de lisibilité et d'insertion de la Bretagne économique au niveau international mais aussi en interne
- Incertitude sur l'avenir des grandes filières régionales et absence de visibilité sur les grandes orientations économiques régionales
- Retards dans la création de filières nouvelles basées sur la conversion écologique de l'économie
- Multiplicité d'acteurs et de niveaux d'intervention et difficultés à dégager des grandes orientations collectives et structurantes pour l'ensemble de la région
- Insuffisante légitimité de l'intervention économique régionale, notamment auprès des acteurs privés

**Quelles mesures comptez-vous prendre pour favoriser l'émergence d'un Projet économique régional concerté facilitant la convergence des efforts et des stratégies des différents acteurs ?**

**Quelles mesures comptez-vous mettre en œuvre pour favoriser la conversion écologique de l'économie bretonne et faire émerger de véritables technologies et filières économiques régionales en ce domaine ?**

**Que comptez-vous faire pour améliorer le dialogue et la coopération entre monde de l'entreprise et monde de la recherche ?**

**Que comptez-vous faire pour favoriser le financement des projets industriels à tous les stades de leur développement : R&D, amorçage, soutien aux PME et TPE innovantes, lobbying auprès des institutions financières etc. ?**

### **Réponse :**

**Nous nous engageons à poursuivre dans tous les domaines la conversion écologique de l'économie bretonne. Le premier pôle économique breton, l'agroalimentaire, a montré le chemin puisque c'est l'un des meilleurs en Europe pour avoir su transformer ses méthodes de travail afin de répondre aux exigences sociales, environnementales et citoyennes de notre société. Il doit continuer dans cette voie malgré les blocages nationaux qu'il subit en la matière (méthanisation, ...). Par ailleurs, il faut que les autres domaines d'activité, peu performants, suivent cet exemple, même si celui-ci est encore mal reconnu par nos concitoyens.**

**La recherche est totalement dévalorisée en France : soit elle repose sur modèles conceptuels totalement dépassés, soit elle est accusée de toutes parts d'être trop proche de l'industrie et du monde économique. Comme acteurs politiques régionaux, nous nous efforcerons en premier lieu de renouer le dialogue entre la société et le monde de la recherche.**

**Le développement économique ne se décrète pas ; il ne peut que refléter la capacité des acteurs régionaux à être en confiance mutuelle les uns avec les autres.**



## Internationalisation de la Bretagne

### Constats principaux :

- Manque de culture internationale dans les entreprises, mais aussi dans la vie sociale et culturelle en général malgré une forte propension des Bretons à l'ouverture internationale
- Une incapacité à se projeter à l'international et à regarder la Bretagne « depuis le monde »
- Une difficulté persistante des entreprises bretonnes à aller à l'international pour notamment des raisons de taille et de moyens
- Insuffisante stratégie et efficacité de l'action publique : trop d'intervenants pour les entreprises, cibles économiques et géographiques insuffisamment identifiées, retard des collectivités locales françaises en général en matière de recherche de financements européens

**Que comptez-vous faire pour améliorer la visibilité internationale de la Bretagne ?**

**Vous engagez-vous à renforcer la capacité d'expertise des collectivités bretonnes à s'inscrire dans des projets et financements européens ?**

**Réponse :**

**Tous les Bretons qui voyagent l'affirment : partout dans le Monde, il y a des Bretons, et tous, contrairement aux Bretons de Bretagne, restent fiers de leurs racines et osent s'affirmer Bretons.**

**Malgré les coups de boutoirs qui lui sont portés de l'intérieur, la Bretagne garde une image positive en Europe et dans le Monde. La question reste effectivement posée de sa visibilité : ceux qui connaissent la Bretagne ne tarissent pas d'éloges à son propos, mais sont-ils nombreux à en connaître la richesse humaine, le dynamisme économique et la diversité culturelle ?**

**Pourtant, les « organes » et structures chargés de vendre la Bretagne dans le Monde ne manquent pas. Il ne s'agit donc pas d'une question de moyens. Mais tout simplement la Bretagne n'a pas les pouvoirs et le pragmatisme déployés par d'autres : prenons l'exemple de la place de la Bretagne en Europe : la région a délégué à Bruxelles une ambassadrice politique, elle s'est dotée d'une plateforme de 8 spécialistes qu'elle partage avec les Pays de Loire et le Poitou-Charentes et elle collabore activement à au moins deux coalitions qu'elle a fondées, l'une contre les OGMs et l'autre sur la mer. La Bavière, elle, dispose à Bruxelles d'un bureau de 40 personnes, force de frappe visible et ramassée, mais qui correspond aux véritables pouvoirs décisionnels dont dispose la région.**

**Nous pensons donc que ce n'est pas avec la création de nouvelles structures et la participation à des organes européens sans pouvoir de décision qu'on parvient à être vu et entendu. 75% des lois qui nous régissent sont d'origine européenne et la très grande majorité d'entre elles sont adoptées par la Commission. C'est donc surtout avec elle et non pas contre elle qu'il faut dialoguer pour faire avancer notre région en Europe !!! C'est pourquoi, pour tous les acteurs économiques et sociaux qui font la richesse de notre région, nous nous engageons à nous faire entendre**

- **d'une part par nos responsables nationaux et par nos députés européens sur les grands dossiers qu'ils auront à négocier à Bruxelles**
- **mais aussi à être partie prenante directement avec la Commission européenne dès que nécessaire sur tous les dossiers qui exigent une expertise du terrain.**



## Culture

### Constats principaux:

- Si le sort de la culture « identitaire » bretonne a fait l'objet de dénonciations internationales\*, il semble également que les structures de diffusion et d'éducation culturelle en Bretagne ne jouent pas pleinement leur rôle en matière de promotion de cette culture, ou plus largement des artistes et des pratiques culturelles de la région. A titre d'exemple de nombreuses salles de spectacle semblent réticentes à programmer des artistes régionaux ; les pratiques musicales ne sont pas toujours soutenues de façon identique selon qu'il s'agit de musique classique ou de musique traditionnelle, etc.
- Malgré la vitalité de la culture bretonne, on constate l'incapacité à structurer un marché et de véritables industries culturelles du fait notamment d'un manque de promotion et de diffusion auprès du public
- Il existe des distorsions importantes en matière de financement selon les types de pratiques (musiques classiques et grands établissements versus musiques et pratiques populaires)
- De manière plus large, on assiste à un décalage croissant entre « politiques » culturelles et « pratiques culturelles » qui exclut des catégories entières de la population de la fréquentation des structures existantes

\* Observations finales du Comité des Droits Economiques Sociaux et culturels de l'ONU, 16 mai 2008 ; Recommandations finales du Comité des Droits Civils et Politiques du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies. 29 juillet 2008.

**Comment comptez-vous la promouvoir la non-discrimination et l'égalité de traitement en matière de culture et de langues bretonnes mais aussi de promotion des artistes bretons et des pratiques régionales ?**

**Réponse :**

**Si cela n'était pas dramatique, il serait presque comique de constater combien les spécificités de la Bretagne sont glorifiées par les élites politico-médiatiques régionales et nationales lorsqu'il s'agit de sa culture et de sa langue (pourtant encore souvent enfermées dans un folklore difficile à dynamiser) et décriées et abhorrées lorsqu'il s'agit de son agriculture, qui a pourtant évolué pour devenir l'une des meilleures d'Europe et su s'adapter pour répondre à toutes les exigences de nos sociétés modernes, sans pour autant que ceci ne soit reconnu.**

**Nous sommes profondément attachés à la culture bretonne. Encore faudrait-il savoir ce que recouvre cette expression ? Bien sûr, il y a les défilés de binious et de coiffes, les bagad ou les panneaux routiers bilingues à tous les coins de rues, mais a-t-on pleinement conscience de la vitalité des scènes bretonnes, artistiques et musicales, ou la diversité époustouflante de la littérature régionale ?**

**A nouveau, au risque d'enfoncer des portes ouvertes, la culture de chacun ne se décrète pas. Mais elle résulte des échanges entre les uns et les autres. A nouveau, en rétablissant un dialogue et une solidarité intergénérationnelle et urbains/ruraux, fondés sur la richesse de notre tissu rural et économique, nous avons une chance de permettre à chacun de retrouver ses racines et d'y puiser les sources de son épanouissement personnel. La culture et la langue bretonne n'auront un intérêt pour les jeunes qu'à partir du moment où elles témoignent d'une réussite de leurs aînés. Mais comme leurs aînés sont conchiés pour les réalisations qu'ils ont faites, la culture bretonne est perçue comme néfaste. Tout notre projet est culturel en ce sens où il vise à mettre fin à ce mal français incessant, le bipolarisme, qui oppose sans cesse le prétendu bon contre le désigné mauvais, où il faut choisir son camp, blanc ou noir, avec à la fin un grand chef qui « arbitre » au détriment de tout rassemblement permettant d'avancer ensemble vers un projet commun.**



## Education à la culture et au territoire

### Constats principaux :

- Déficit de connaissance ou de transmission des fondamentaux de la culture bretonne : repères historiques, connaissances linguistiques de base, territoire, savoirs faire, etc.
- Les Bretons sont « fiers » de leur identité mais ignorent leur culture
- Une population de plus en plus mobile et métisse au risque parfois de perte de repères culturels
- Si l'éducation n'est pas une compétence régionale, de nombreux leviers de connaissance existent dans l'environnement périscolaire et plus largement dans la vie culturelle ou les loisirs

**Quelles actions proposez-vous en faveur d'une éducation des jeunes aux enjeux de la Bretagne: citoyenneté, participation, langue, histoire, écologie, culture, économie ... ?**

**Quels engagements prenez-vous pour créer une jeunesse polyglotte ayant le Breton à disposition ?**

### **Réponse :**

**Dans la continuité de ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, le premier défi vis-à-vis de ces générations futures n'est-il pas tout d'abord de leur redonner goût à leurs racines et à leur culture et de leur rendre le respect dû à ceux qui ont forgé cette terre, alors même que depuis trente ans et encore plus dans la période récente, collectivement, sous l'impulsion de nos responsables politiques et associatifs, nous leur ressasons encore et encore que la Bretagne est la pire région de France, voire même d'Europe, quand ce n'est pas de la planète, celle qui fait systématiquement tout mal et qu'aujourd'hui un Breton responsable, c'est un Breton qui a honte d'être Breton plutôt que d'en être fier (Cf. courrier de lecteurs Télérama du 24 février 2010) ?**

**Concernant la langue, l'histoire et l'identité bretonne, le pragmatisme doit désormais l'emporter sur la crispation juridico-administrative. Outre le fait que le Français est de plus en plus mal enseigné et parlé, y compris au plus haut niveau du pays, il ne fait pas de doute que les générations futures seront plurilingues ; l'apprentissage du breton a tout à gagner de la nécessité d'enseigner dès le plus jeune âge d'autres langues que la langue maternelle et à partir du moment où des jeunes gens prennent l'habitude de jouer, de s'amuser, de créer leurs propres codes avec les mots et avec les langues, la langue de leurs racines aura nécessairement un attrait particulier. Mais, à nouveau, tout le défi sera de convaincre les plus jeunes que la langue régionale revêt pour eux autant de valeurs ou d'atouts que les langues dont ils auront besoin pour se faire comprendre durant leurs voyages. Et, à nouveau, ce n'est pas la peine de tenter de relever ce défi si, dès le départ, la culture bretonne est perçue comme celle de l'échec, de la misère, de la lie de l'humanité.**



## Citoyenneté

### Constats principaux :

- Absence « d'espace public » régional, manque de lieux de débat et d'information sur les grandes questions de la vie bretonne
- L'attachement régional ne se traduit pas encore par l'avènement d'une « démocratie régionale »
- Manque de légitimité et de connaissance de l'institution régionale malgré un potentiel d'adhésion et d'identification de la population
- Dans un contexte de crise(s) annoncées, la région peut-être un levier intéressant de mise en place de nouvelles solidarités

**Quelles seront les actions sociales emblématiques de votre prochaine mandature, en particulier en faveur de l'emploi des jeunes ?**

**Quels engagements prenez-vous pour conforter la patte sociale bretonne (esprit associatif, coopératif, mutualiste...), « animer plus que contrôler ». Pour renforcer la démocratie participative ?**

### **Réponse :**

**La Bretagne terre d'associations, terre coopérative, terre mutualiste, personne ne le conteste. Mais le modèle qui repose désormais sur les seules imprécations de quelques « yaka fokon » totalement déconnectés des réalités économiques et sociales non seulement de leur propre territoire, mais du monde dans sa globalité et de l'Europe dans sa diversité s'est désormais totalement fourvoyé. N'y a-t-il plus personne pour avoir le courage de retrousser ses manches pour faire avancer la région dans sa globalité ? Doit-on au contraire laisser se multiplier, au travers de la démocratie participative, qui n'a de démocratie que le nom, les revendications particulières ? Aujourd'hui, chacun exprime son opinion et s'oppose systématiquement à celle du voisin, si, par malheur, elle n'épouse pas exactement la sienne.**

**L'espace citoyen est désormais totalement éparpillé et il y a désormais tellement d'animateurs qu'il n'y a plus personne qui essaye non pas de contrôler, mais au moins de canaliser la richesse de cette réflexion citoyenne.**

**Ceci est d'autant plus marqué que notre pays et notre société traversent une crise économique, financière et sociale terrible. Dans ce contexte, une telle caisse de résonance répercutant tant de bruits dissonants ne rencontre aucun écho auprès de nos concitoyens, voire au contraire, les exaspère au regard du fossé qui se creuse entre les besoins de la population et la réaction de ces élites participatives.**



## Gouvernance

### Constats principaux :

- Déficit de compétences et de budget de la région par rapport à ses homologues européennes
- Déficit de présence et de relais bretons auprès de centres de décisions de plus en plus diffus
- Décalage potentiels entre des attentes de la population en matière de « régionalisation (environnement, culture, économie) et les pouvoirs réels de l'institution régionale, entre la région réelle et la région vécue.

**A une époque où les finances deviennent exsangues, comment comptez-vous résoudre le problème fiscal, simplifier l'organisation administrative interne de la Bretagne ?**

**Quels moyens comptez-vous mettre en œuvre pour favoriser la « réunification » administrative de la Bretagne ?**

**Comment comptez-vous peser sur l'Etat français et sur l'Europe pour que les intérêts bretons soient écoutés ?**

**Comptez-vous demander à l'Etat des transferts de compétences et de moyens.**

**Si oui dans quels domaines et comment comptez-vous être entendus ?**

**Réponse :**

**Notre pragmatisme nous amène à penser que la « réunification » et la simplification administrative ne se décrètent pas de l'élite, nationale ou locale, ou de l'administration, des corps constitués ou des ONG.**

**Nous nous engageons à écouter les acteurs, les vrais acteurs : leur vision nous apportera l'éclairage du ce qui doit être fait en priorisant les actions :**

- Celles qui relèvent du local ou du régional
- Celles qui relèvent du national
- Celles qui relèvent de l'Europe et de l'international

**Une fois les priorités définies avec le rapport coût/bénéfice, il n'existe pas de déficit de représentation ou de relais !**

**C'est une question de volonté, avons-nous la volonté d'échanger pour partager puis hiérarchiser pour ensuite agir, n'est-ce pas là le vrai déficit de la Bretagne ? Le reste après, c'est de la mauvaise littérature !**



**Donnez-nous les 3 enjeux majeurs, chiffrés, de votre mandature sur lesquels vous voulez que votre action soit jugée.**

### **NOS TROIS CHIFFRES CLES**

**5%**

**OBJECTIF : Tendre au plus proche du plein emploi  
CIBLE : un taux de chômage le plus proche possible des 5% à échéance de 2015.**

**15%**

**OBJECTIF : Maintenir et développer une économie bretonne durable,  
y compris agricole, socialement acceptée  
CIBLE : Augmenter le fruit de la valeur ajoutée made in Bretagne de 10 à 15%  
sur les cinq prochaines années.**

**25%**

**OBJECTIF : Catalyser le sursaut de l'indépendance énergétique  
CIBLE : Réduire la dépendance de la Bretagne de 25% en cinq ans**

